

ENSEMBLE

pour le service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Listes ouvertes soutenues par les sections FSU, SGEN-CFDT & FNEC-FP-FO de l'université de Nantes

DÉFENDRE LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LA FONCTION PUBLIQUE UNIVERSITAIRE

Les réformes déstructurantes successives et l'austérité budgétaire ont conduit à des réorganisations incessantes des services ayant abouti à une dégradation globale des conditions de travail de l'ensemble des personnels et d'étude des étudiant·e·s.

L'emploi précaire est devenu la voie principale de recrutement du personnel, notamment chez les BIATSS. La Loi de programmation de la recherche (LPR) s'en fait désormais l'écho, en permettant un recrutement sur des CDI à tous les niveaux. ***Nous nous opposons à ces attaques portées contre le service public.***

Si les réorganisations font partie de la vie de tout établissement (composantes, laboratoires, services), elles doivent conduire à l'amélioration du service public, des conditions de travail et d'études, des personnels et des étudiant·e·s. Elles doivent s'appuyer sur l'avis et l'expertise des personnels concernés, trop souvent oubliés des concertations et mis devant le fait accompli.

Les réorganisations de l'université de Nantes en pôles ont précédé la mise en place de « Nantes Université » sans que les moyens nécessaires ne soient alloués. ***Nous nous opposons à la démarche actuelle qui consiste à déshabiller les composantes au profit des pôles.***

Nos propositions pour une politique plus humaine des ressources :

- lutter contre les risques psycho-sociaux avec l'affectation des moyens nécessaires ;
- s'appuyer sur le travail du futur Comité social d'administration (CSA), fusion des CHSCT et CT ;
- agir concrètement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de « Nantes Université », en particulier dans les dispositifs de promotions ;
- ouvrir les recrutements de fonctionnaires sur les tâches pérennes et transformer les CDD en CDI, là où le recrutement de fonctionnaires n'est pas autorisé par le cadre réglementaire ;
- affecter prioritairement les personnels en fonction des besoins réels des composantes et des services afin d'alléger la surcharge de travail affectant notamment les personnels BIATSS ;
- agir en faveur de l'amélioration des conditions de travail des étudiant·e·s, en accordant des moyens pérennes pour leur accompagnement, y compris au plan psychologique et social.

AVOIR LES MOYENS D'ENSEIGNER ET DE PROMOUVOIR LA RÉUSSITE DE TOUS

L'une des principales missions de service public de l'enseignement supérieur est la formation et la diffusion des savoirs. Elle doit assurer l'émancipation et la promotion sociale sans discrimination par l'argent, ou par un quelconque critère social ou géographique. Cela exige de mener une politique volontariste et consciente des réalités de terrain et de ne pas considérer la formation comme le parent pauvre de l'université.

Nos propositions pour des formations de qualité :

- lutter contre les hausses irraisonnables des frais de scolarité ;
- maintenir un lien fort entre enseignement et recherche dès le premier cycle ;
- respecter les spécificités disciplinaires dans leur diversité en termes de pédagogie, de besoins et de moyens ;
- recruter les enseignants et les personnels en fonction des besoins de formation ;
- soutenir la réflexion pédagogique au regard de l'activité réelle d'enseignement et ne pas faire de l'hybridation la panacée ;
- assurer un financement pérenne des formations qui ne soit pas tributaire d'appels à projets.

DÉVELOPPER UNE POLITIQUE SCIENTIFIQUE PLURIELLE ET FÉDÉRATRICE

Le fonctionnement des laboratoires dépend de plus en plus de financements sur projets et instaure désormais la compétition en leur sein même. Il est nécessaire de soutenir l'ensemble des laboratoires dans leur diversité, au-delà du soutien à un sérail restreint, et de les impliquer dans l'élaboration de la politique scientifique de l'établissement. Cette politique doit préserver le savoir-faire disciplinaire et la pérennité de nos laboratoires.

Nos propositions pour une politique scientifique plurielle et réellement fédératrice :

- promouvoir des orientations de recherche originales qui ne soient pas uniquement guidées par les thématiques « en vogue » ;
- défendre une politique scientifique d'excellence durable, pensée à long terme, sur des crédits récurrents, diverse, libre et portée par des personnels enseignants, chercheurs et BIATSS bénéficiant de la stabilité du statut de fonctionnaire ;
- défendre des politiques scientifiques et de ressources humaines qui privilégient les collaborations équilibrées entre universités, organismes de recherche et écoles.

« NANTES UNIVERSITÉ » : UN ÉTABLISSEMENT EXPÉRIMENTAL, POUR QUOI FAIRE ?

Plusieurs projets de restructuration (COMUE UBL, les premières versions de «Nantes Université» et de NExT...) ont échoué. C'est le résultat d'une politique surtout soucieuse de répondre aux injonctions ministérielles, sans prendre le temps d'une réflexion collective associant l'ensemble des personnels. L'absence de débat contradictoire, pourtant indispensable à l'adhésion collective, a conduit à saper la confiance de notre communauté.

Aujourd'hui encore, les interrogations demeurent sur les réels avantages pour les étudiant·e·s, et les personnels de construire l'établissement expérimental préfiguré dans le projet NExT.

Avec la mise en place de « Nantes Université » sont créées des strates supplémentaires qui éloignent les composantes des décisions stratégiques : « Directoire » dont les membres ne sont pas élus, Conseil d'administration dans lequel les représentant·e·s des personnels sont minoritaires, création des pôles, etc.

Nous proposons :

- un établissement dont la stratégie scientifique et de formation est **débatue par les personnels** et dans laquelle les élu·e·s disposent d'une **information complète et fiable** ;
- une coopération équilibrée entre les différentes composantes (Université, Écoles, et organismes de recherche) et respectueuse de leurs identités ;
- un établissement engagé à tous les niveaux dans la mise en place d'actions concrètes pour répondre aux défis environnementaux : limitation de notre impact environnemental (empreinte physique et numérique), réparation et recyclage des petits équipements de laboratoire, bourses d'échange de biens matériels, etc.



Nous avons décidé de réunir de nouvelles forces et de constituer une liste, soutenue et initiée par l'intersyndicale FSU, SGEN-CFDT et FNEC-FP-FO ouverte à toutes celles et tous ceux qui croient et œuvrent à un enseignement supérieur et à une recherche, humanistes, démocratiques, exigeants, porteurs de défis collectifs et au service des personnels ainsi qu'à la réussite des étudiant·e·s.

